

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 60-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-62

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Un article sans titre

(Celui-ci ayant été supprimé par la Censure)

Depuis vingt-huit mois bientôt que dure cette guerre épouvantable, il semble que nous n'ayons pas encore apprécié la grandeur de l'effort que nécessitera la victoire.

Et je ne parle pas ici de notre admirable population, toujours prête à tous les sacrifices, à toutes les privations, pourvu qu'on lui en montre l'utilité et qu'on ne choquo pas le sens de l'équité qu'elle a si développé. Je parle de nos dirigeants, de ceux qui ont pour mission de prévoir, de combiner des mesures et de les faire exécuter.

Partout depuis le début de la guerre, dans tous les rouages de notre organisme social et militaire, on constate cette préoccupation constante de ne rien innover, de ne rien changer à notre organisation déjà surannée en temps de paix. Loin de chercher à parer d'avance aux difficultés à venir, on attend qu'elles se manifestent dans toute leur ampleur pour essayer d'y porter remède, comme si le fait de ne pas s'en inquiéter avait eu chance de les empêcher de se produire. Encore ce ne sont pas de véritables remèdes que l'on imagine, mais des palliatifs, des tentatives d'amélioration, des pis-aller.

L'ambition de ceux qui nous gouvernent semble être uniquement d'utiliser le moins de ressources possibles, avec le secret espoir que, s'il manque quelque chose, ce quelque chose ne sera peut-être pas indispensable, ou que peut-être l'initiative privée y pourvoira... ou peut-être le hasard.

Les exigences de la lutte formidable qui est l'une contre l'autre les deux moitiés du monde civilisé, exigent des programmes qui soient appelés à être dépassés, n'importe à notre gouvernement qu'un souci, celui de ne pas faire trop grand.

Ce cataclysme humain a causé sur terre une telle perturbation économique, sociale, financière, industrielle, commerciale, sociale, qu'on chercherait vainement une situation analogue dans les annales du passé. Cependant notre gouvernement ne montre qu'une crainte, celle d'utiliser des procédés qui se recommandent seulement de la logique et du bon sens, des méthodes qui ne soient pas renouvelées, pour le moins, de Colbert, de Turgot ou de Léon Say.

Conséquences de la routine, de la paresse d'imagination, de l'étroitesse de vues, de la peur des responsabilités, de la rivalité stupide entre les services, enfin du sentiment d'impuissance que ressentent les meilleures volontés à obtenir des bureaux inamovibles une besogne autre que celle à laquelle ils sont dressés automatiquement !

Dans le domaine financier, on contracte des emprunts, mais on se garde d'accepter du public autre chose que du numéraire ou des Bons du Trésor. Cela ne coûte pas les dépenses, loin de là ; mais c'est la formule consacrée. Et puis, à faire appel à la fortune mobilière des particuliers, qui sait combien de milliards on pourrait avoir à rémunérer par la suite ? Et comment se résoudre à une pareille innovation ?

Dès le début de cette guerre, la pénurie des munitions, surtout des munitions d'artillerie, s'est avérée comme une des causes principales de notre infériorité par rapport à l'ennemi. La main-d'œuvre était facile à trouver, puisque la femme s'est révélée toute de suite habile conductrice de machines-outils ; mais nous n'avons pas assez de tours pour usiner les obus sortis de nos fondrières d'acier. Les petits mécaniciens qui possèdent deux ou trois tours en ont aussi, mais comment les acheter ? Les capitalistes ne consentaient à avancer d'argent que sur le vu d'une commande, et l'administration ne donnait de commandes que proportionnellement à l'outilillage existant.

Que fallait-il donc pour apporter au problème une prompt solution ? Simple : que le gouvernement achetât aux Etats-Unis trois ou quatre mille tours, qu'il aurait loués à nos petits mécaniciens en leur imposant une production minima correspondante. Y a-t-on pensé ? Probablement, mais se constituer le commanditaire du travail national, lui faire une avance d'une vingtaine de millions, quelle imprudence, quel danger ne présente-t-elle pas ? L'Etat a préféré commander ses munitions à l'Amérique, et chez nous l'initiative privée, privée surtout de tout concours, a mis deux ans pour atteindre un chiffre de production qu'elle n'aurait obtenu en six mois avec l'aide de l'Etat.

Parlerons-nous de la crise des transports, dont les conséquences se montrent plus graves de jour en jour ? Elle aussi, elle remonte aux premiers temps du conflit, puisque l'invasion de nos départements du Nord nous a coûté 55.000 wagons. L'insuffisance des palliatifs imaginés pour compenser ce déficit et parer à l'accroissement de transit résultant des circonstances, on la connaît par les multiples enquêtes dont la Censure n'a pas osé empêcher la publication. On la connaît mieux encore par la cherté

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

Pour soutenir jusqu'au bout notre effort, il faudra autre chose que des demi-mesures, les quarts de mesures, les fractions de mesure dont on discute actuellement. Ce sont là de petits palliatifs dont le peuple comprend l'insuffisance, en même temps qu'il ressent vivement les inégalités de traitement résultant de leur mise en pratique.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

Le projet, dont on lira plus loin le texte intégral, a été renvoyé à la Commission de l'Armée qui, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

On ne s'attendait pas à l'invasibilité ou à la critique facile faite après coup. On savait parfaitement, à la fin de 1915, que nous étions engagés dans une guerre d'usure ; cette expression a été assez souvent imprimée pour que nul n'en ignore. Or, une guerre d'usure est nécessairement longue, surtout quand on a pour adversaire un peuple de 120 millions d'individus, pourvu d'un outillage formidable.

D'autre part, les mesures que l'indique ci-dessus n'avaient rien de chimérique ni d'impraticable. Chacun sait qu'il existe, en Angleterre et aux Etats-Unis, des sociétés spéciales assez puissamment outillées pour aménager en quelques mois un port de méditerranéennes dimensions. Au début de 1915, une compagnie américaine a proposé au gouvernement français de lui construire toute ligne de chemin de fer au prix forfaitaire de 100.000 francs par kilomètre ; elle fournissait tout le personnel technique, tout le matériel fixe et roulant, les gares, les machines et s'engageait à livrer 1 kilomètre par jour de voie tout équipée !

Si je crois utile de publier ces observations, ce n'est pas pour le vain plaisir de critiquer les erreurs passées. C'est que ces erreurs proviennent toutes d'un état d'esprit que j'ai cherché à caractériser au début de cet article : étroitesse, routine, peur, jalousie, mesquinisme, incapable de s'élever au-dessus des contingences immédiates et des petits détails. Or, je m'effraie de voir que cet état d'esprit ne semble nullement amélioré par vingt-huit mois de guerre ; chaque jour en apporte des preuves.

PERITUS.

Bulletin de santé de M. Miguel Almerayda : L'amélioration est constante et il semble qu'il n'y ait pas à craindre de complications.

LA POLITIQUE RUSSE
M. Sturmer quitte la présidence du Conseil

Petrograd, 24 novembre. — M. Sturmer, président du Conseil, quitte ses fonctions et est nommé par le tsar grand chambellan. M. Sturmer est remplacé à la présidence du Conseil par M. Trepoï, ministre des postes et communications.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES
Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

Petites Nouvelles
M. René Viviani, garde des sceaux, a décliné l'appel exceptionnellement à des postes d'avancement dans la magistrature cantonale. Les juges de paix mobilisés qui, en dehors de leurs titres professionnels, se sont particulièrement distingués aux armées.

Bourse de Paris
DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 1916
Le marché est faible, sous l'influence de rumeurs qui se produisent dans la plupart des compartiments.

LES NOUVELLES VISITES

Le Projet Gouvernemental ET LE PARLEMENT

Nécessités militaires et nécessités économiques

On s'attendait depuis longtemps au projet de gouvernement tendant à astreindre les réformés et exemptés à une nouvelle visite. On nous rendra cette justice que le Bonnet Rouge n'a pas — sur cette question — comme sur beaucoup d'autres — « banni le cri de » de ses lecteurs et les a mis en face des réalités pour leur permettre de prendre toutes les dispositions que comporteraient les circonstances.

Ce projet est, aujourd'hui, devenu un fait accompli. Il a été déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, par le général Roques, Ministre de la Guerre.

<

REVENONS A L'H.O.U.E HONORAT

LA Parole est au Gouvernement

Voici huit jours que nous avons entrepris notre campagne en faveur du retour à l'heure Honorat... en la modifiant toutefois par le relèvement de certains magasins visés actuellement par le décret sur la réglementation de l'éclairage.

LE PROJET DE LOI

Le projet de loi que le gouvernement se doit de soumettre à la Commission des Chambres réglera l'application de la loi de l'heure Honorat en été — et exceptionnellement, durant la guerre, pendant toute l'année.

Il sera facile, ensuite, au Ministère de l'Intérieur, pour réaliser de plus grandes économies, de réglementer l'heure d'ouverture de certains magasins et entreprises, dans le sens que nous avons indiqué.

Les heures d'ouverture des magasins seront basées sur le travail du soleil — et le retard de l'ouverture pourra diminuer progressivement selon l'augmentation de la journée solaire.

C'est-à-dire que si une heure est nécessaire au 15 décembre au 15 janvier, du 15 janvier au 15 février une demi-heure pourra déjà presque suffire et dès le 15 février l'ouverture matinale pourra redevenir normale.

Mais qu'on fasse vite. Ce n'est pas dans dix ou trois mois qu'il faut que cette loi soit mise en vigueur, c'est dès maintenant.

Chaque jour de perdu, — comme c'est été — équivaut à autant d'économies de charbon en moins.

Le Gouvernement peut, et doit, prendre l'initiative de déposer ce projet, sur de l'approbation des Chambres.

Il compte en son sein une majorité qui lui est favorable.

Qu'il ne perde pas, ou vaines hésitations, un temps si précieux !

Que l'on attende pas un accord sur ce point avec les Alliés — principalement avec l'Angleterre.

Il est incontestable que les besoins des Alliés sont différents des nôtres.

L'Angleterre, par exemple, a tout le charbon qu'elle veut. Elle n'a donc pas le même intérêt que nous à chercher le meilleur moyen pour l'économiser.

Nous n'oublions pas, d'ailleurs, que c'est l'Angleterre qui nous a fait attendre pour appliquer chez elle l'heure de l'été et qui pendant au moins quinze jours les horaires maritimes anglais et français étaient réglés par deux heures différentes.

Ce qui s'est fait en été peut donc fort bien se refaire en hiver — et ce qui dura quinze jours ne peut tout aussi bien durer trois ou quatre mois.

La question est maintenant — du moins espérons-le, — posée... et résolue. Revenons à l'heure Honorat ! La parole est au Gouvernement !

Georges FAZILE.

LA QUESTION DES NOUVELLES VISITES

Le que propose le Gouvernement

En raison du débat au Comité secret, et pour que le Parlement puisse envisager tous les points du problème, le gouvernement a cru devoir déposer le projet de loi de visite des réarmés et des exemptés, dont on parlait depuis si longtemps.

En voici le texte : Article premier. — Tous les exemptés, réarmés n° 1 et n° 2, appartenant à des classes mobilisables ou mobilisables, qui n'ont pas été examinés, soit par un conseil de révision, soit par une commission spéciale de réforme, à l'expiration d'une période d'un an, à l'expiration de commissions spéciales de réforme, à l'exception de ceux qui ont contracté un engagement spécial avant le 1^{er} décembre 1918. Ces hommes devront faire, dans le délai de quinze jours, à partir de la promulgation de la présente loi, une

déclaration de situation militaire à la mairie du lieu de leur résidence actuelle.

Article 2. — Les commissions spéciales de réforme auront qualité : 1^o à l'égard des exemptés, pour prononcer leur classement dans le service armé, dans le service auxiliaire ou leur maintien dans la position d'exemptés ; 2^o à l'égard des réarmés n° 1, pour transformer la réforme en réforme temporaire, pour déclarer l'intéressé susceptible d'être proposé pour l'attribution d'une gratification ou pour le relèvement du taux de celle dont il a la jouissance ; 3^o à l'égard des réarmés n° 2, pour prononcer leur classement dans le service armé, dans le service auxiliaire ou leur maintien dans la position de réforme n° 2, pour transformer la réforme temporaire, pour déclarer l'intéressé susceptible d'être proposé pour la réforme n° 1.

Article troisième. — Les exemptés et réarmés reconnus aptes au service armé ou auxiliaire suivant le sort de la classe de mobilisation au edats fixés par le ministre de la guerre. Ceux qui n'auront pas fait la déclaration prévue à l'article 1^{er} de la présente loi ou qui n'auront pas répondu à leur convocation devant la commission spéciale de réforme, seront considérés comme aptes au service armé.

Article quatrième. — A partir de la promulgation de la présente loi, lorsque des militaires auront été proposés pour la réforme n° 1 par les commissions spéciales de réforme, il appartient au ministre de la guerre de décider si le bénéfice de cette réforme leur sera acquis pour une année seulement ou à titre définitif. Dans le premier cas, ces militaires seront visités à nouveau à l'expiration d'une période d'un an. Les militaires proposés pour la réforme n° 1 que le ministre de la guerre n'admettra pas à cette réforme définitivement ou pour un an, seront réarmés n° 2 et seront astreints, par suite, à la contre-visite prévue par l'article 3 de la loi du 17 août 1915.

Nous n'avons pas besoin de dire que le Bonnet Rouge, qui fut le premier à dénoncer le danger d'une incorporation en masse de ceux qui contribuèrent, sinon à la richesse, du moins à la vie de la nation et qui sont indispensables à leur poste civil, n'abandonne rien des idées qu'il a défendues.

C'est à ses amis du Parlement qu'il demande actuellement de faire tout ce que commandent les événements, pour éviter qu'une simplification excessive du problème des effectifs par l'autorité militaire, ne vienne compromettre la vitalité de la nation.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de tout ce qui sera fait à la Chambre dans ce sens. Nous le leur dirons par la voie du journal. Nous le leur dirons aussi à nos permanences, qui continuent à fonctionner.

En raison de l'affluence, la permanence pour les réarmés et les exemptés, qui se tenait le mercredi, de 10 heures à midi, 14, rue Drouot, sera ouvert également le jeudi aux mêmes heures.

Aux Écoutes

Guerre à l'initiative

On pourrait croire que le souci des éducateurs doit être d'encourager toutes les initiatives des écoliers : il n'en est rien, paraît-il.

Un jeune lycéen, qui fait ses études dans un collège, non loin de Paris, est un jour l'idée d'apprendre la sténographie. Ayant déniché dans un journal l'annonce d'une méthode avec laquelle il était possible d'apprendre sans professeur, il se procura la dite méthode. Ne soupçonnant point qu'il y avait quelque chose à cela, il se la fit adresser au collège. Tout seul, avec la ténacité d'un brave petit gars, il bâcha tant qu'il put et arriva à un résultat. Il prit des notes en sténo les cours des professeurs. Quelques camarades, encouragés par son exemple, voulurent faire comme lui.

Mais alors, une chose extraordinaire se produisit. Le sous-principal fit appeler le lycéen, qui avait osé étudier une matière qui ne se trouvait point dans le programme, et lui tint un langage sévère.

Qu'est-ce que veulent dire toutes ces histoires ? Je ne veux pas de sténographie. Vous allez me faire le plaisir de ne plus continuer un tel scandale. C'est bien compris, n'est-ce pas ?

Maliniqué, le lycéen ne songea point à protester. L'entend-il, d'ailleurs ? Déjà, il se cache pour étudier la sténographie.

On se rappelle devant une telle compréhension de l'éducation. Au moment où tant de vieilles choses sont entrainées par un irrésistible courant, s'il pouvait au moins empêcher certaines manifestations d'un esprit suranné, véritablement stupéfiant. — FANNY CLAR.

Voici une opinion émise par le prince de Bismarck au Reichstag, le 1^{er} décembre 1881 :

Le gouvernement ne sait rien et veut s'instruire. Qu'on nous le sache et qui veut qu'il ne s'en tienne pas au silence. Nous savons, nous, que nous ne savons rien !

Voilà une franchise sur laquelle bien des gouvernements devraient prendre exemple.

chargé de la construction et de la réparation des lignes télégraphiques de deuxième ligne, les poteaux usagés qui, ordinairement, sont transformés en poteaux de première dimension ou vendus au profit du Trésor, sont scés en petits morceaux, accou-

mudés dans un magasin et servent au chauffage du bureau de M. l'officier... alors que les conducteurs et les ouvriers mangent froid, ne pouvant, faute de combustible, faire chauffer leurs aliments.

Pour aider à cette dilapidation de matériel, des hommes sont mobilisés. Il est beau — et surtout instructif — de voir que, malgré les indemnités allouées, pour leur chauffage, aux officiers, ceux-ci peuvent se fournir... à l'ordinaire.

Il est instructif aussi de savoir que, malgré les indemnités qui leur sont allouées pour l'éclairage, les officiers se fournissent à l'essence, aux bidons qui servent au ravitaillement des véhicules automobiles de la section.

L'administration, tout le monde sait cela, ignore la guerre.

Voilà, en tout cas, pour les personnes qui ne connaissent pas le bien-être et l'état de l'hygiène dans lequel l'administration s'installe.

Une lettre revient au dépôt central, avec la mention signée du facteur : « Demain à Lille (Nord) ».

« Lille (Nord) ».

« Ce que ça veut dire ? »

« Elle fait suivre la lettre. Et c'est pourquoi, à côté de l'indication : « Demain à Lille (Nord) », à l'encre rouge, est inscrit : à faire suivre ».

L'Administration des Postes ignore la guerre... Heureusement que les nouvelles mœurs gouvernementales se chargeront de lui apprendre que, depuis 27 mois, les Allemands sont à Noyon.

Po le restant

Le Bonnet Rouge avait demandé si un voleur nommé Spard condamné cinq ou six fois pour délits de droit commun, chassé d'un casino pour ce qu'on appelle écartement, « erreurs fréquentes au jeu », condamné la dernière fois à quatre mois de prison pour vol par la 8^e chambre de la Cour de Paris le 26 janvier 1912, et le même jour Spard cité par l'Action Française du 27 septembre 1916, et qui assistait à la cérémonie royale de la Madeleine — on pouvait s'attendre à une réponse.

Cependant, ce matin, l'Action Française ne répond pas plus que les jours précédents.

Au programme de la matinée du Trocadéro de dimanche, organisé par le Foyer du Bessé, toutes les grandes vedettes des théâtres de Paris, la musique de la Garde républicaine, des virtuoses, violoniste, violoniste, Mme Jane Rousseau et son école de danse, et enfin, Georges Carpentier, champion de boxe dans des exhibitions avec les principaux champions.

Communiqués

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a reçu les représentants de diverses sociétés anti-alcool-

Arts et Lettres

Nous apprenons la mort de James Guillaume, le vétéran militant, un des derniers survivants de l'Internationale, à laquelle il avait activement contribué pendant la révolution de 1848.

James Guillaume était un savant, auteur d'une série d'ouvrages remarquables sur l'histoire publique pendant la révolution de 1848.

L'exposition des œuvres d'art, multiples ou provenant des régions dévastées par l'ennemi organisée au Palais des Beaux-Arts (Petit Palais des Champs-Élysées), ouvrira le vendredi 21 novembre 1916 à 2 heures.

La saison de l'Université des Annales commença lundi prochain. M. Jean Richepin, pour se délasser sans doute des fatigues imposées par ses fonctions de directeur nationaliste, qui en font l'homme exaspéré de M. Maurice de Valéry, consacra quinze leçons aux Fables de La Fontaine.

Vous savez voir que l'auteur du Geste de Verne vous nous prouve par A+B que la bachelote du bon français n'avait d'égal que son jusqu'à-boutisme français.

M. Maurice Barris, lui, entreprendra le vaste sujet de la Renaissance française, dont nous ne doutons nullement qu'il soit l'un des plus glorieux porteurs, de par le grade de l'Écho de Paris.

Il sera secondé dans cette tâche par M. Louis Barthou, qui sent pousser sur les revers de sa jaquette les lauriers académiques.

À fréquenter les conférences, on s'habitue plus ou moins à la devenir.

Enfin, la grande vedette de ces conférences, le numéro sensationnel de sans contraindre M. Frédéric Masson, qui agitera ce palpitant sujet : Le boudoir de Notre-Dame.

De la sonnerie au boudoir... L'annonce de tant de merveilles, les petites choses qui nous intéressent, du hubourg Saint-Germain tombent en pâmoison.

Notre confrère J.-J. Brousseau, dans le Canard Enchaîné, consacre un article plein d'esprit aux « Goncourciens ».

Avec le blond Messidor, abondant en javelets et en fruits, d'il y a dix ans, on a dit que les Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres. Avec le brun Ventôse, abondant en palmiers et en gâteaux, on a dit que les Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

Le Goncourciens ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la littérature et des lettres.

LA GRANDE AU LOUURE SOULDES PARIS LUNDI 27 NOVEMBRE PARIS. Tableaux de vêtements et accessoires avec prix réduits de 40 à 50%.

Les Planches

LES PREMIÈRES

VARIÉTÉS

MOUVE

Flirt en 3 actes, de M. Albert WILLEMETZ d'après « Please Help Emily », de H. M. HARWOOD.

Il y a dans toute pièce anglaise, outre le développement rigoureux d'une morale accoutumée, une recherche de gaie puerile.

De même que nous ne comprenons pas toujours la fantaisie d'une caricature ou l'humour d'un croquis anglais, nous ne comprenons pas autant que nos amis d'outre-Manche l'imagination de leurs auteurs dramatiques.

Moune, que M. Albert Willemetz a adaptée pour les Variétés contient toutes les qualités d'une excellente œuvre théâtrale anglaise. Elle n'obtient pas de pénibles efforts de pensée et le trame de ses trois actes se déroule sans exiger une attention trop soutenue du spectateur.

Elle est libre d'allures, Moune ; elle se joue de l'opinion du quartier ; elle se moque du « qu'en dirait-on ? » Après une nuit de escapade au Casino-Club, une nuit où elle a flirté avec un yankee entreprenant, une nuit où elle a dansé un pas à la mode, elle vient se réjouir chez Richard Trotter, au célèbre phénomène amémorial Trotter.

Et la situation se complique de ce que Moune a été confiée à un oncle et une tante ; que la tante, pour parer aux foudres de l'oncle, a imaginé de faire croire à un voyage de sa pupille en Hollande, auprès d'une parente malade ; que Moune doit rechercher le mensonge de sa bonne tante et partir pour le Néerland ; qu'elle ne veut y aller qu'en compagnie de Trotter et qu'une fois aux Pays-Bas, des aventures compliquées les obligent à retourner à Londres, où le flirt s'échoue, flirt qu'on présente, qu'on devine, quoiqu'il ne s'agisse pas, abouti au mariage de Moune et de Trotter.

Il n'y a rien dans ces trois actes, rien que la fantaisie spirituelle de Max Dearly. Et la pièce est amusante, et précise, et gaie et charmante.

Max Dearly se dépense sans arrêt, sans fatigue, tandis que Jane Renouard (Moune), est exquise de bonne grâce, d'exigence gentiment féminine.

A eux deux, ils tiennent toute la pièce, malgré de nombreux comparses. D'ailleurs, c'est un flirt et pour un flirt, il suffit d'être deux.

Marcel SERANO.

ECHOS

CE SOIR

MUSIC-HALLS - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 15. L'Archiduc des Folies Bergeres.

CONCERT MAYOL (T. H. G. 68 07). — Régina Badol et Paris de concert : 20 articles.

OLYMPIA. — 7 h 30 et 8 h 30. Concert. Attractions.

LE DORADO. — 8 h. 30. Jusqu'au trépan, revue.

GAITE-ROCHECHOUART. — 8 h 30. Concert.

NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Claudius à Paris.

Il n'y a rien dans ces trois actes, rien que la fantaisie spirituelle de Max Dearly. Et la pièce est amusante, et précise, et gaie et charmante.

Max Dearly se dépense sans arrêt, sans fatigue, tandis que Jane Renouard (Moune), est exquise de bonne grâce, d'exigence gentiment féminine.

A eux deux, ils tiennent toute la pièce, malgré de nombreux comparses. D'ailleurs, c'est un flirt et pour un flirt, il suffit d'être deux.

Marcel SERANO.

ECHOS

CE SOIR

MUSIC-HALLS - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 15. L'Archiduc des Folies Bergeres.

CONCERT MAYOL (T. H. G. 68 07). — Régina Badol et Paris de concert : 20 articles.

OLYMPIA. — 7 h 30 et 8 h 30. Concert. Attractions.

LE DORADO. — 8 h. 30. Jusqu'au trépan, revue.

GAITE-ROCHECHOUART. — 8 h 30. Concert.

NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Claudius à Paris.

Il n'y a rien dans ces trois actes, rien que la fantaisie spirituelle de Max Dearly. Et la pièce est amusante, et précise, et gaie et charmante.

Max Dearly se dépense sans arrêt, sans fatigue, tandis que Jane Renouard (Moune), est exquise de bonne grâce, d'exigence gentiment féminine.

A eux deux, ils tiennent toute la pièce, malgré de nombreux comparses. D'ailleurs, c'est un flirt et pour un flirt, il suffit d'être deux.

Marcel SERANO.

ECHOS

CE SOIR

MUSIC-HALLS - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 15. L'Archiduc des Folies Bergeres.

CONCERT MAYOL (T. H. G. 68 07). — Régina Badol et Paris de concert : 20 articles.

OLYMPIA. — 7 h 30 et 8 h 30. Concert. Attractions.

LE DORADO. — 8 h. 30. Jusqu'au trépan, revue.

GAITE-ROCHECHOUART. — 8 h 30. Concert.

NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Claudius à Paris.

PETITES ANNONCES

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Parti Républicain-Socialiste

Fédération de la Seine. — La Fédération républicaine socialiste de la Seine se réunira dimanche prochain 26 novembre 1916, à 9 heures 30 du matin, salle du Tambour, 10, place de la Bastille, à l'ordre du jour : l'œuvre des journaux républicains et amis ; Communication du secrétariat relative au groupe parlementaire ; l'incorporation des étrangers ressortissants aux puissances alliées, résident en France et diverses autres questions.

Parti Socialiste

7^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

11^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

12^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

14^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

17^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

20^e section. — A 20 h. 30, 17, rue de la Combe.

Surveys (Jeunesse). — A 20 heures, salle Sambois, 19, quai Gallieni.

On désire acheter plusieurs salamandres l'occasion en bon état. Faire offre par écrit en indiquant le modèle et le prix. M. LEBRUN, au "BONNET ROUGE", 14, rue Drouot, ou se présenter à cette adresse, de 9 h. à 1 heure et de 3 h. à 7 h. 1/2. Dimanches et fêtes exceptés.

LA GRANDE REVUE

LEONID ANDRIEIEFF : Le Jour de la Guerre

Production du charbon du Donetz

Le Journal de la République

Jeune femme infirmière, habitude des affaires parlant anglais, cherche travail sérieux, actrices, traductions, comptabilité. Lazard, 74, avenue Philippe Auguste, 11.

CHAUFFEUR reformé désire place maison bon gosse ou de commerce. Ecrite 23, rue François-Gérard.

DAME SÉRIEUSE, instruite, demande travaux écrits ou copies. Accepterait direction intérieur et sonne seule. Émile, 149, rue Legendre.

DAME, professeur de piano, professeur de chant, diplômée de l'enseignement du ministère de l'Instruction publique, officier d'académie, donne leçons particulières dans les études supérieures et pour les concours. S'adresser au 10, rue de la Harpe, au 10, rue de la Harpe, au 10, rue de la Harpe.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

STENO-DACTYLO, brevet supérieur, excellentes références, possédant machine, désire emploi sérieux. Émile, 149, rue Legendre.

LA GRANDE MARQUE NATIONALE FRANÇAISE. 61, Grande-Rue, MONTROUGE (Seine).